

Bureau de l'environnement

La Roche-sur-Yon, le **23 DEC. 2025**

Dossier suivi par : Anthony POUPEAU

Tél. : 02.51.36.70.54

Mél : pref-icpe@vendee.gouv.fr

Références à rappeler : 2024/0505

Dossier n° 89/0027

Monsieur,

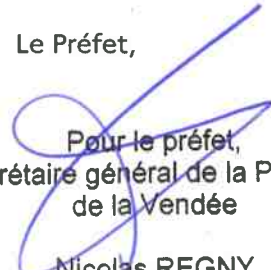
Par arrêté n°2024-DCPATE-315 du 2 juillet 2024, je vous avais mis en demeure de régler la gestion des stocks pour les installations que vous exploitez sur la commune de FOUGERÉ.

L'avis formulé par l'unité départementale de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire, suite à la visite du 10 décembre 2025 qui permet de considérer que vous avez mis en place un état des stocks conforme aux dispositions de l'article 50 de l'arrêté du 4 octobre 2010, permet de lever la mise en demeure prise par mon arrêté du 2 juillet 2024. //

Je vous signale que conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, cette décision peut être déférée au tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Île Gloriette – 44041 Nantes Cedex 01). Le délai de recours est de deux mois à partir de la date de notification de la décision.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Préfet,

  
Pour le préfet,  
le secrétaire général de la Préfecture  
de la Vendée

Nicolas REGNY

Monsieur le directeur de la CAVAC  
12 boulevard Réaumur  
BP 27  
85001 LA ROCHE-SUR-YON